

INTERVIEW

Interview de Olivier Botteron par Frank Zobel (Addiction Suisse)

La police est sans doute l'institution la plus présente dans l'espace public. Elle y effectue des tâches liées à l'application des lois mais c'est elle aussi qui est souvent la première à être confrontée aux problèmes, accidents et violences qui s'y déroulent. Comment appréhende-t-elle son rôle et ses missions, en particulier vis-à-vis de la consommation de drogue dans l'espace public? Entretien avec le Commandant de la police lausannoise, une ville qui a connu différentes crises en lien avec cette question durant les vingt dernières années (réd).



Frank Zobel: Comment pourriez-vous résumer les missions de la police lausannoise s'agissant de l'espace public?

Olivier Botteron: Nous avons pour tâche de favoriser le vivre ensemble et le bien-être. Chacun et chacune doit pouvoir s'y sentir en sécurité. Nous suivons deux axes pour cela : l'un préventif et l'autre répressif. Ma philosophie aujourd'hui est de sortir de la logique de la chasse aux délinquant-e-s pour aller vers celle de la diminution du nombre de victimes. Augmenter le nombre de personnes interpellées ne fait souvent qu'augmenter la sur-

charge carcérale. Cette nouvelle approche fait aussi écho aux problèmes que nous avons connu avec la toxicomanie cet automne. Il faut rassurer la population, sécuriser l'espace public, aller à la rencontre des commerçant-e-s et de la population.

Frank Zobel: Comment faire ?

Olivier Botteron: Mon constat est que tant qu'il y aura de la demande pour les drogues il y aura de l'offre. Il faut donc aussi agir sur la consommation. Mais cette responsabilité ne peut pas être uniquement la nôtre. Il faut que les représentant-e-s des autres piliers de la politique drogue agissent, notamment dans l'espace public où ils-elles ne sont souvent pas assez visibles. Il y a une complémentarité des tâches et c'est cela qui est derrière l'idée que nous avons eu de patrouilles mixtes entre la police et le travail social. L'objectif est de voir comment on peut partager ses compétences métier. Les policiers et policières ne sont pas formé-e-s pour intervenir auprès des personnes qui consomment des drogues. Ils-elles ne savent parfois pas comment agir au quotidien. Être formé-e par les autres est utile, des deux côtés. Les objectifs devraient être les mêmes de part et d'autre. La police n'est pas qu'un acteur judiciaire c'est aussi un acteur social.

À Lausanne tout est visible : la consommation et le trafic. La police ne peut pas à elle seule gérer cette situation. Il faut travailler ensemble et j'espère qu'une collaboration plus étroite avec les travailleur-euse-s sociaux-ales va aider, même si chacune des parties doit garder son devoir de réserve.

Frank Zobel: Que pensent les policier·ère·s d'une telle approche?

Olivier Botteron: Les plus jeunes sont mieux préparé·e·s à de telles missions. Pour les plus ancien·ne·s, qui comme moi ont rejoint la police à un moment où il n'y avait pas ce type de philosophie, c'est souvent plus difficile. Les cadres ne sont pas toujours à l'aise avec ces nouvelles missions. Mais les prisons et la justice sont engorgées, c'est aussi une réalité.

Il y a quelques années la municipalité s'est impliquée dans les aspects opérationnels et nous a demandé d'envoyer les policiers et policières dans la rue pour occuper le terrain et réduire la visibilité de vendeurs de drogue d'origine africaine. Le problème c'est que le sens de cette mission n'a pas été bien compris au sein du corps de police et cela a été très mal vécu à l'interne. Il faut travailler sur ce point : expliquer aux jeunes policiers et policières qui patrouillent la ville le sens de leur mission, leur contribution à la vie dans cette ville. Il faut aussi développer de nouveaux indicateurs de résultats pour cela. Il faut que nous changions notre approche et que nous pensions à diminuer les facteurs de risque.

Pour la lutte contre les cambriolages, par exemple, nous pouvons agir seuls mais avec les populations vulnérables nous devons agir conjointement avec d'autres. C'est le sens des patrouille mixtes que nous voudrions mettre en place et qui permettraient d'apprendre à se connaître, à démystifier les activités que nous menons de part et d'autre. On évaluera ensuite si cela fonctionne ou pas, mais il faudrait essayer.

Frank Zobel: Avez-vous été voir ce qui se fait ailleurs en Suisse? Comment est ce partage des objectifs ailleurs?

Olivier Botteron: Oui, j'ai été à Berne voir ce que fait l'unité Krokus et leur collaboration avec les travailleur·euse·s sociaux·ales qui sont dans la rue (ndlr: PINTO). Dans certains autres cantons et villes alémaniques la collaboration est peut-être parfois plus simple puisque la police et les travailleur·euse·s sociaux·ales relèvent tous des services publics. Dans le canton de Vaud, la collaboration avec des Fondations privées subventionnées peut être plus complexe car elles ne sont pas soumises aux autorités de la même façon que l'est un service communal ou cantonal. Mais il faut lier notre travail. J'ai le sentiment que c'est aussi ce que souhaitent les personnes qui consomment des drogues et que nous croisons dans la rue. Elles apprécient qu'il y ait un cadre porté par toutes et tous.

Frank Zobel: Les grandes villes de Suisse mais aussi de plus petites ont connu une hausse des problèmes liés à la drogue et une plus grande visibilité de la consumma-

tion dans l'espace public en 2023. À Lausanne, comme ailleurs, de nouvelles mesures ont été adoptées pour répondre à cette situation, dont un espace de consommation à la Riponne. Cela va-t-il vraiment changer la situation?

Olivier Botteron: Nous allons aussi augmenter la visibilité de la police dans la rue. Là où elle se trouve il n'y a généralement pas de délits et on veut aussi éviter que des groupes accaparent l'espace public. Évidemment cela conduit aussi à des déplacements vers d'autres endroits. On le voit aujourd'hui au Valentin, à Bellevaux, au collège de la Barre mais aussi à Vevey et à Yverdon. C'est le jeu du chat et de la souris. Mais il faut être présent là où il y a le plus de problèmes, le plus de flux, et où cela dérange le plus.

On nous reproche parfois d'être moins présents entre 23h et 7h mais c'est un moment où il y a moins de passages et donc aussi moins de dérangements. La situation que nous avons connue à l'automne a aussi été la conséquence d'un relâchement vis-à-vis de la situation de notre part, notamment à cause de nos engagements en lien avec les matchs de football. Si le dispositif était resté comme il l'était la situation n'aurait pas tant évolué. La même chose vaut pour le quartier du Flon où se déroule la vie festive lausannoise. La gestion des matchs de foot nous a obligé à être moins présents et cela se ressent tout de suite : il y a plus de petites agressions et de personnes détrossées. Il faut tenir le terrain en quelque sorte. La proximité aide beaucoup. Quand il y a un policier·ère, les délinquant·e·s vont ailleurs. Il faut que nous développons des façons de mesurer cette action et ses effets.

Frank Zobel: Que dites-vous à ceux qui vous reprochent une attitude trop répressive vis-à-vis des personnes qui consomment des drogues?

Olivier Botteron: Les citoyen·ne·s ne comprennent pas que nous laissons une personne qui se pique dans la rue sans rien faire mais que nous les amendons dès qu'ils·elles ne respectent pas un règlement. Nous avons un pouvoir discrétionnaire pour ne pas intervenir vis-à-vis des personnes qui consomment des drogues mais il n'est pas sans limites. Certains comportements ne peuvent pas être tolérés. Mais nous devons aussi expliquer à la population le sens de ce que nous faisons.

Je pense qu'il est juste que l'ECS s'approche de la place de la Riponne. C'est la meilleure des moins bonnes solutions. Nous devons accompagner ce changement. Il faudra progressivement fermer les toilettes publiques à la consommation mais il faudra le faire en avertissant les personnes qui y vont à l'avance, accompagner le changement. Je ne suis pas pour des protocoles trop contraignants qui nous enferment dans une logique sans issue.

Avec les populations vulnérables nous devons agir conjointement avec d'autres

Il ne faut pas être inutilement rigide et intervenir quand il y a des problèmes et des risques objectifs. La police doit aussi être un acteur social.

Frank Zobel: Vous avez mentionné les matches de football et de hockey. Quel sont les enjeux à ce niveau et quel est l'impact sur votre activité ?

Olivier Botteron: Cela constitue une grosse pression pour nous. Le nouveau stade est à 3.7km de la gare et 80% des supporters viennent en train. Cela nécessite beaucoup d'encadrement. Un match c'est 7 heures d'engagement, souvent le week-end. Il faut protéger la population, séparer les flux des fans des deux équipes, prévenir les risques de débordement ou les contenir. Cela demande beaucoup de ressources que nous ne pouvons déployer ailleurs.

Frank Zobel: Quels sont pour vous les grands enjeux pour l'avenir s'agissant de l'espace public et du vivre ensemble ?

Olivier Botteron: Au niveau de la police, il va falloir changer notre culture : réfléchir comment nous pouvons réduire les risques plutôt que chasser les délinquant-e-s et

faire des arrestations à répétition qui, parfois, ne servent pas à grand-chose. Cela passe par la formation des policiers et policières. Celle-ci enseigne des pratiques et des méthodes qui ne correspondent parfois pas à celles que nous déployons au quotidien. Notre objectif, je l'ai dit, est de diminuer les risques et les victimes.

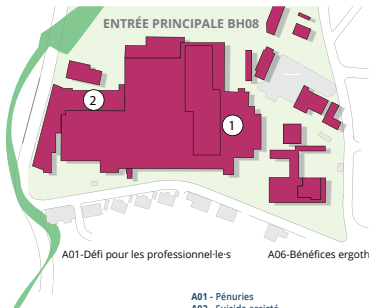
Il faudra aussi diversifier les profils des policiers et policières pour qu'ils reflètent davantage la société. Nous avons un peu moins de 20% de femmes et très peu de personnes qui viennent de certains des pays d'immigration que nous avons à Lausanne. Il faudra trouver des personnes issues des principales communautés pour travailler à la police. L'autre défi que j'ai aussi mentionné c'est celui de la collaboration avec les travailleur-euse-s sociaux.

Vis-à-vis des citoyen-ne-s il faudra aussi davantage expliquer la situation des personnes toxicomanes. Il faut sensibiliser la population et clarifier les limites de l'action policière. Les villes attirent ou créent les problèmes de ce type et il faut aussi savoir vivre avec. Il faut que l'espace public soit ouvert à toutes et à tous.

Frank Zobel: Merci pour cet entretien.

VERS LA SALLAZ

ENTRÉE PRINCIPALE BH08



A01-Défi pour les professionnel·le·s

A06-Bénéfices ergoth

VERS LAUSANNE

A01 - Pénuries
A02 - Suicide assisté
A03 - Testes urinaires/capillaires
A04 - Parentalité
A05 - Contrats/protection données

1 - Bâtiment principal (BH08), étage 08
Aud. C. Roux - Plénières
Aud. A. Tissot
Aud. C. Olivier
Aud. M. Mayort
Séminaire 2
Séminaire 3
Séminaire 4
Salle DG

2 - Bâtiment de liaison (BL08), étage 08
Aud. J. Dige
Salle Andros
Salle Paros

A06 - Drug checking
A07 - Réglementation B2D
A08 - Circulation routière
A09 - Traitement de la douleur
A10 - Psychédéliques

Médicament ou substance ? Quand le droit s'emmêle

Aspects pratiques
pour les clinicien·ne·s
et professionnel·le·s
du domaine des addictions

6 mai 2024
CHUV - Lausanne

Les possibilités de parking étant réduites, nous vous conseillons les TP
Depuis la gare de Lausanne, le parking relais d'Ouchy ou le parking relais de Vennes, métro M2.

LIEU : AUDITOIRE CÉSAR-ROUX (BH08), BÂTIMENT PRINCIPAL DU CHUV, LAUSANNE

Public cible : Médecins et pharmacien·ne·s, infirmier·ère·s, intervenant·e·s sociaux, psychologues et autres professions concernées du domaine des addictions.

Inscriptions : Via le [Formulaire en ligne](#), ouvertes jusqu'au 5 mai 2024.

Renseignements : info@grea.ch

Reconnaissance des crédits : la participation à cette rencontre est reconnue pour 7 crédits de formation continue par la SSPP, la SSAM. Crédits SSMIG demandés.

Tarifs (CHF) : Normal 130.- ; Membres GREA/CoROMA 110.- ; Étudiant·e·s 90.- ; organisateur·rice·s/intervenant·e·s 0.-

Organisation : le groupe de recherche FNS « Médicaments sous contrôle » (projet FNS 182477), Carole-Anne Baud (UNIL), Barbara Broers (HUG), Valérie Junod (UNIL, UNIGE), Célestine Perissinotto (GREa), Camille Robert (GREa), Olivier Simon (CoROMA), Ingrid Vogel (CHUV).

Événement organisé avec le soutien financier du FNS pour le projet N° 18847

